

Ukraine-UE : le sésame européen de Kiev, plus crucial que l'aide financière

Le premier ministre hongrois Viktor Orban a mis son veto aux 50 milliards d'aide financière envisagée pour Kiev. Pour autant, le sommet européen est bien un succès.



Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, répond aux questions des journalistes, à Bruxelles, le 14 décembre 2023.

[afp.com/JOHN THYS](https://www.afp.com/JOHN THYS)

"Nous apprécions." Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a salué par ces mots le veto brandi par le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, à la nouvelle aide européenne de 50 milliards d'euros (33 milliards de prêts et 17 de dons) à destination de l'Ukraine. Ce blocage n'est pas une surprise : Orban est le seul dirigeant des Vingt-Sept à avoir maintenu de bonnes relations avec Vladimir Poutine ; et il ne cesse par ailleurs de vilipender Bruxelles, qui refuse toujours de lui verser 21 milliards d'euros de fonds européens pour des manquements répétés à l'Etat de droit.

Mais le roué populiste hongrois, adepte du rapport de force, n'est pas resté insensible au déblocage d'une première tranche de 10 milliards d'euros, deux jours plus tôt, par la Commission. En s'absentant opportunément au moment d'un vote nécessitant unanimité, il a permis à l'Ukraine [d'obtenir l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine](#), près de deux ans après le début de la guerre d'invasion de la Russie contre son pays. Il s'agit là d'un précieux sésame pour Kiev, bien plus crucial, à ce stade, que les 50 milliards d'euros.

"C'est le mécanisme d'arrimage à l'Europe le plus important qu'on puisse imaginer pour un pays qui n'est pas encore membre, rappelle Jean-Dominique Giuliani, président de la [fondation](#) Robert-Schuman. L'ouverture des négociations est la preuve que l'Ukraine a fait des efforts pour avoir des institutions démocratiques stables, lutter contre la corruption. Elle va l'obliger à mener une transformation permanente vers nos critères européens, les plus avancés du monde occidental, sans retour en arrière, avec une aide communautaire énorme sur le plan financier, administratif, politique, etc."

A Kiev, on ne s'y trompe pas. "C'est une victoire pour l'Ukraine, pour toute l'Europe, une victoire qui motive, inspire et rend plus fort", a réagi le président Volodymyr Zelensky, tandis que la Maison Blanche, de son côté, a salué une "décision historique". "L'ouverture de négociations d'adhésion est le coup de pouce moral dont l'Ukraine avait besoin, souligne dans un tweet Georgina Wright, directrice adjointe des Études Internationales à l'Institut Montaigne. Les négociations prendront du temps, mais cela montre que les attitudes changent au sein de l'Union européenne."

La décision est d'autant plus cruciale pour l'Ukraine qu'elle se trouve dans une position difficile, à l'orée de l'hiver. Sa contre-offensive estivale ne lui a pas permis de véritablement percer les lignes de défense des Russes. En revanche, ceux-ci redoublent d'effort et multiplient les pertes sur le front du Donbass, grappillant quelques kilomètres carrés, ces dernières semaines, en particulier dans le secteur d'Avdiivka. Les autorités ukrainiennes affirment y avoir repoussé plus d'une cinquantaine d'attaques.

Pour tenir le choc de la guerre, l'Ukraine a donc un besoin vital de l'aide européenne de 50 milliards d'ici 2027 et de l'enveloppe de 60 milliards du Congrès américain, bloquée par certains élus républicains. Mais les analystes sont relativement optimistes quant à une solution en début d'année 2024. "L'essentiel de l'aide est intergouvernemental et non communautaire, cela ne dépend donc pas de la Commission", pointe Jean-Dominique Giuliani. Le président du Conseil européen, Charles Michel, a d'ailleurs affiché son optimisme pour le prochain sommet, en janvier, en faisant comprendre qu'il existait des solutions pour délivrer les fonds à Kiev, si Orban persiste avec son veto.